

chauds ennemis par ses réponses calmes, pleines de lucidité et de franchise. Le plan qu'il exécute en ce moment pour finir les hostilités est des plus gigantesques : par une combinaison de marches simultanées et de mouvements sur terre et sur mer, il veut enserrer les Etats Confédérés dans un cercle de fer et étouffer la révolution en la mettant dans l'impossibilité de faire un pas.

Déjà une victoire est venue donner à l'armée du Nord ce courage et cette confiance en elle-même et dans ses généraux si nécessaires à la veille d'une campagne générale. D'après un rapport officiel du général Thomas, le succès des fédéraux à Somerset, aurait été des plus complets.

Il se pourrait que le général McClellan serait arrêté au beau milieu de ses projets s'il faut en croire les rumeurs qui circulent en ce moment. Le Président des Etats Confédérés, Jefferson Davis aurait fait au Cabinet de Washington des propositions de paix qu'il aurait préalablement soumises aux gouvernements de France et d'Angleterre.

Ces propositions, disent les journaux, auraient pour base les conditions suivantes :—1° Reconnaissance de la Confédération du Sud ;—2° Commerce libre entre les Confédérations du Nord et du Sud ;—3° Abrogation de la loi des esclaves fugitifs ;—4° Introduction du travail des coolies dans les Etats du Sud ;—5° Abolition de l'esclavage dans un délai de 21 ans.

Ce serait là, paraît-il, la teneur ou à peu près des dépêches dont MM. Slidell et Mason étaient porteurs et qui sont arrivées à leur destination, sans que le gouvernement fédéral put en connaître le contenu. Cependant tout cela n'a encore rien de confirmé : la cinquième condition nous paraît même assez mal inventée.

Le Mexique, d'après les dernières nouvelles, oublie ses dissensions et ses révolutions intestines pour repenser d'un commun accord l'intervention armée de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre. Les corps expéditionnaires français et anglais avaient rejoint le général espagnol Prim, déjà maître de St. Jean d'Ulloa. Les mexicains organisaient contre les alliés la guerre terrible et dangereuse de guerillas. On avait parlé de désaccord entre les généraux alliés : il n'en a rien été.

Nos journaux d'Europe vont jusqu'au 9 de ce mois. La question américaine a le pas sur toutes les autres dans la presse anglaise : les dernières dépêches d'Halifax n'étaient qu'une méchante analyse de quelques articles excentriques du *Times* à ce sujet. Le besoin de coton est comme la faim, paraît-il : il n'a ni yeux, ni oreilles. Et le *Times*, en reprochant aux Etats du Nord la ruine du port de Charleston, oublie un peu vite que le reproche peut lui être rétorqué.

En France, cette sentinelle, ce centre de la civilisation, on s'occupait encore un peu de l'affaire du Trent ; mais

il est évident que l'attention s'y porte encore plus sur les deux grandes questions romaine et polonaise. Au milieu des études et des soins qui le portent à diminuer les charges immenses de son budget, l'Empereur Napoléon a les yeux ouverts sur la faiblesse du ministère piémontais et sur les conséquences qu'aura nécessairement sa chute et son remplacement.

Le 23 décembre, Sa Sainteté, Pie IX, a tenu un consistoire et dans l'Allocution qui l'a ouvert, le Saint Père a exprimé le désir d'insérer au catalogue des Saints les vingt-trois Bienheureux japonais de l'Ordre des Mineurs de St. François qui ont souffert le martyre pour Jésus-Christ. Après l'audition des rapports des deux causes, Sa Sainteté a demandé à LL. EEm. RR. les Cardinaux, si leur avis est que l'on doive procéder à la cérémonie solennelle de la canonisation de ces 23 Bienheureux ; et l'un après l'autre, les EEm. Cardinaux ont tous répondu affirmativement par le mot—*placet*.

Grâce au zèle de la catholicité, le Pape, en fait de finances, a pu cette année encore pourvoir aux besoins si nombreux de la Chrétienté et du lambeau de terre qui lui reste. Sa Sainteté ne peut sortir de ses palais sans se voir accueillie par de véritables ovations. La réaction continue dans le Royaume de Naples, quoiqu'en disent plusieurs : nous prenons ce renseignement dans une lettre de Rome en date du 31 Décembre.

Le mouvement en Pologne est entré dans une phase nouvelle, depuis que la forme même des événements a fait du clergé le seul représentant de la nation en face du Gouvernement. Après la dissolution de la Société Agricole et plus tard de tout ce qui, de près ou de loin, pouvait ressembler à un organe de la vie publique, le clergé est resté seul debout, et Dieu a permis qu'il fut à la hauteur d'une aussi grande mission. Nos lecteurs ont pu s'en convaincre en lisant l'écrit remarquable que nous reproduisons dans la dernière livraison de l'*Echo*. Le gouvernement russe veut vaincre cet héroïque clergé par la force : il veut d'abord, paraît-il, lui couper les vivres en confisquant tous ses revenus. Mais, à ces prêtres qui ont fait le sacrifice de leur vie, celui de leur fortune sera-t-il bien difficile ?

Un autre moyen resterait à la Russie, celui de faire intervenir N. S. P. le Pape, en le menaçant de reconnaître le Royaume d'Italie si Sa Sainteté refusait de blâmer l'attitude du clergé polonais. Ici encore, le Cabinet de St. Petersburg se méprend étrangement s'il croit que le St. Père sacrifiera la conscience de tout un peuple à de semblables considérations.

Nous renouvelons l'invitation à tous nos abonnés de faire de la propagande en faveur de l'*Echo*. C'est le plus sûr moyen de travailler à la prospérité et à l'avancement du journal. Plus nous aurons d'abonnés